Burundi 13 octobre 1961. L'assassinat du Prince Louis Rwagasore ou la signature d'une histoire politique moderne nimbée de violence,

Par JP Mbona, 13 octobre 2025

S'il avait survécu aux balles de Kageorgis, le prince Rwagasore aurait 93 ans aujourd'hui. Un nonagénaire qui en aurait vu dans sa vie et nous conterait la fable de la dynastie *ganwa* qui probablement en inspirerait plus d'un de nos dirigeants apparemment désarçonnés et déboussolés. Prince de sang né en 1932 dans la famille royale Ganwa des Bezi du Burundi, fils du Mwami Mwambutsa IV Bangiricenge, il mourra assassiné lâchement, mais toujours prince et néanmoins et accessoirement Premier Ministre et aimé des Burundais.

Le forfait fut commis par un homme grec résident au Burundi, Jean Kageorgis / Ioannis Kageorgis appuyé, dit-on, par des complices de la famille rivale des Batare. C'est lui le sniper tireur de la balle fatale qui a fait passer le prince de vie à trépas, depuis les buissons herbacés des eaux du lac avoisinantes. Là notre prince a rendu l'âme, la tête fracassée tombant comme un melon sans jus sur la table où il dinait avec ses amis, sur la terrasse de l'Hôtel Tanganyika à Usumbura (Bujumbura de son nom non déformé par les colons). Arrêté peu après, condamné à mort, exécuté le 30 juin 1962, ce Kageorgis !

Les Burundais commémorent aujourd'hui Prince Louis comme héros national de l'indépendance du Burundi. Les colons justement, on en reparlera ici, car il faut bien un commanditaire pour un crime de cette envergure. Qui ? Les procès en vois-tu en voilà, du tribunal métropolitain ou plus tard celui intramuros ont laissé la question pendante. Même les toutes récentes publications universitaires à ce sujet précis nous laissent sur notre soif et notre faim. Pourtant, il faudra bien y arriver car rien ici-bas n'est définitivement clos. D'autant qu'il y a un héritage immense à ne pas dévergonder et une vérité apaisante à poursuivre. C'est notre graal à nous autres descendants de la nation multiséculaire de Ntare Rugamba. Nous ne pleurons pas Rwagasore, nous cherchons la vérité.

Une tragédie annoncée

Le 13 octobre 1961, le prince Louis Rwagasore, héros de l'indépendance nationale du Burundi, est abattu dans la fleur de l'âge à seulement de 29 ans, soit quelques mois jours avoir été nommé Premier ministre à la faveur de la victoire du partir UPRONA aux élections législatives du 18 septembre 1961. D'abord des questions platement humaines devrait nous turlupiner : que sait-on de son épouse Marie Rose Ntamikevyo et ses deux filles Marie-Thérèse Rwagasore (3 juin 1960), décédée ou assassinée (?) le 15 novembre 1961 ainsi que Marie-Pie Rwagasore, (née posthumément le 28 novembre 1961) qui serait décédée le 23 février 1962 ? Légende, fumisterie et confusion à leur sujet. C'est quand même incompréhensible : si les pouvoirs d'alors, colonial, puis républicains post indépendance n'y avaient rien à craindre, sans nul doute auraient-ils eu à cœur d'élucider le mystère entourant cette part importante de notre histoire nationale. Une rumeur persistante existe selon laquelle Marie-Rose Ntamikevyo et ses deux enfants auraient subi des morts suspectes ou par empoisonnements ; mais rien n'est vraiment clairement établi dans les archives historiques publiques. Nous sommes demandeurs de la vérité : la famille de la princesse consort en sait-elle quelque chose ? Bien lui fasse l'homme politique ou quelconque qui pourra aider à lever ce voile ; une des conséquences du régicide.

Cet ignoble assassinat, survenu au moment même où le pays s'apprêtait à accéder à la souveraineté internationale, aura marqué un tournant décisif dans l'histoire politique du Burundi. Comme on le devine aisément, derrière ce geste bouleversant se cache une confluence d'intérêts surement coloniaux et de manipulations étrangères, assurément de

rivalités politiques internes mais qui, quoi qu'il en soit et fatalement, ont scellé le destin du pays.

Un prince héritier royal devenu leader nationaliste

A n'en pas douter, Louis Rwagasore incarne une figure atypique dans le paysage politique de l'époque à l'aube de l'indépendance. Formé en Belgique jusqu'au premier cycle universitaire en agronomie après sa formation secondaire au Groupe scolaire d'Astrida (à Astrida l'actuele Butare, au Rwanda), il revint au Burundi avec une vision claire, comme tous les anciens combattants de la seconde barbarie tribale euro-atlantique qu'on nomme seconde guerre mondiale. Tous s'y sont piqués en s'y frottant : ils ont vu que l'homme blanc est un tigre en papier qui s'est octroyé de régner sur d'autres peuples ; un mortel parmi d'autres. Rwagasore veut s'en débarrasser et libérer son pays du joug colonial belge et instaurer une nation unie, indépendante et prospère.

Fondateur du parti UPRONA (Union pour le Progrès National), il parvient à rallier autour de lui une large majorité populaire, transcendant les divisions ethniques et régionales. Les écrits plus ou moins objectifs sur la question tendent à affirmer que son programme politique reposait essentiellement sur des principes de justice sociale, d'égalité et de développement économique. L'on sait par exemple qu'avec son ami et compère Paul Mirerekano, né pas très loin du Kirimba ca Bukeye nous reviendrons un jour sur le sujet de qui a créé l'UPRONA entre Mirerekano et Rwagasore et leur relations humaines /sociales et politiques), il a initié des réformes agricoles (ils étaient tous deux agronomes !), soutenu la création de coopératives et plaidé pour une indépendance totale et immédiate vis-à-vis de la puissance coloniale belge. Casablanca vs Monrovia, ça vous revient ? Sa popularité grandissante et son discours fédérateur ont vite fait d'inquiéter les élites conservatrices, tant locales qu'étrangères. Voilà pourquoi il ne faut pas s'étonner de la victoire de l'UPRANA, qui malheureusement ne fut uni que juste à ce moment-là !

Les forces obscures de l'assassinat

L'assassinat de Rwagasore ne peut être réduit à l'acte isolé de l'immonde individu tireur cité plus haut. Selon l'historien/sociologue belge Ludo De Witte, la Belgique porte une « responsabilité accablante » dans ce meurtre. Le résident général belge, Roberto Regnier, est cité comme étant au cœur du complot qui a conduit à la mort du Premier ministre burundais. Cette implication suggère une volonté de maintenir une influence sur le pays, même après l'indépendance. Il convient de souligner en passant ici que ce dernier a exercé les fonctions de Régent (Resident / Regent belge) de l'Urundi (Burundi) du 28 juillet 1961 à janvier 1962. Au moment des faits qui nous occupent, soit de janvier 1962, il fut nommé haut représentant du Burundi, pour une période d'au plus six mois jusqu'à l'indépendance. En toute hypothèse, il ne sera pas étonnant qu'un jour il soit trouvé lié aux controverses autour de l'assassinat du prince et Premier ministre burundais Louis Rwagasore (13 octobre 1961) : certains historiens affirment que Régnier, en tant que représentant de la tutelle belge, aurait eu un rôle moral ou politique dans le complot. Des recherches approfondies citent des lettres de Jean Kageorgis (le tireur) expédiées avant son exécution, où il serait mentionné : « Ce crime fut perpétré par la tutelle, M. Harroy et M. Régnier ». « Le Secrétaire du Parti Démocrate Chrétien (PDC) d'Europe Madame BELVA, aurait appris du Régent belge Roberto Regnier que RWAGASORE devait être tué. » - extrait de Burundi *: Ethnic Conflict and Genocide*, pp. 55-56. « Regnier s'est écrié « Il faut tuer Rwagasore » (certains des termes employés) » - déclaration de Hubert Léonard au Parquet de Bruxelles, citée dans le rapport d'instruction. *« S'il tombe dans une embuscade, cela aura plutôt l'air d'un mouvement populaire. »* -selon le témoignage de Belva d'après Lemarchand. Plus loin encore : « *Une fois le coup fait, le lac [Tanganyika] n'est pas loin*. » - également selon Belva et Léonard, d'après le récit de ce même procès-verbal. Dans la même veine, selon l'historien français René Lemarchand, l'assassinat de Rwagasore fut planifié par des membres du parti démocrate-chrétien pro-belge (PDC), et certains responsables européens (dont une « Ms Belva ») auraient reçu du résidant Régnier des injonctions telles que « Rwagasore doit être tué ».

Dans *Burundi: Ethnic Conflict and Genocide* (aussi réédité sous le titre *Rwanda and Burundi*) René Lemarchand relate les témoignages sur une réunion tenue le 21 septembre 1961 au cours de laquelle Regnier aurait dit « Il faut tuer Rwagasore ». Ce fait est aussi trouvable Le *Livre blanc sur le procès des assassins du Prince Rwagasore*, mimeographié, Bujumbura, 1963 est aussi souvent cité comme source d'appui dans les travaux de Lemarchand. Le rôle du Parti Chrétien Démocrate (PCD), soutenu par la Belgique, est également mis en lumière. Des membres de ce parti, tels que Jean-Baptiste Ntidendereza et Joseph Biroli, sont accusés d'avoir orchestré l'assassinat, craignant que Rwagasore ne mette en péril leurs intérêts et leur position privilégiée. Des zones d'ombre à éclairer demeurent sur cet aspect des commanditaires de l'assassinat, tandis que leur mobile peut être aisément deviné : maintenir le Burundi sous tutelle belge et occupation donc sous exploitation illégale *ad vitam aeternam*.

La Belgique ou la complice silencieuse

Sans que l'on puisse en avoir le détail et la confirmation *extra doctrinam librariam,* la Belgique, ancienne puissance coloniale, semble porter une lourde responsabilité dans l'assassinat de Rwagasore. Le Lumumba burundais. Comme dit plus haut, des documents récemment déclassifiés révèlent que le résident général belge, Roberto Regnier, a ordonné la mise à mort du leader indépendantiste. Cette décision a été prise en concertation avec des membres du Parti Chrétien Démocrate (PCD), un parti politique soutenu par la Belgique, qui craignait que Rwagasore ne mette en péril leurs intérêts. L'implication de la Belgique ne se limiterait pas à cet assassinat. Le pays du roi Baudoin aurait également joué un rôle dans l'instabilité politique qui a suivi, en soutenant des régimes autoritaires et en favorisant des divisions ethniques pour maintenir son influence dans la région.

Le sociologue belge Ludo De Witte a effectivement publié un ouvrage intitulé *Meurtre au Burundi : la Belgique et l'assassinat de Rwagasore*, paru en 2021 aux éditions Investig'Action. Dans ce livre, il explore en profondeur les circonstances entourant l'assassinat du prince Louis Rwagasore, Premier ministre du Burundi, le 13 octobre 1961. De Witte s'appuie sur des archives belges récemment déclassifiées pour examiner le rôle de la Belgique dans cet événement tragique. L'ouvrage met en lumière la responsabilité de la Belgique dans l'assassinat de Rwagasore, soulignant que le résident général belge, Roberto Regnier, a joué un rôle central dans le complot qui a conduit à la mort du leader burundais. De Witte établit des parallèles entre cet assassinat et celui de Patrice Lumumba en République Démocratique du Congo, suggérant une politique belge de maintien de l'influence coloniale en Afrique centrale.

Comme on le voit, il y a ce qu'on sait, ce qu'on croit savoir, ce qui est allégué et ce qui reste à prouver. Les allégations et preuves commencent à abonder. Le résident belge à ce moment, Robert Régnier déjà cité ; des documents d'archives belges (et britanniques) montrent que la Belgique avait des contacts avec les opposants à Rwagasore et soutenait le PDC, parti rival à l'UPRONA, notamment via des financements, des encouragements. Il y a eu des destructions ou disparitions de fichiers d'archives, ce qui rend l'investigation difficile. Mais il y a également ce qui n'a pas été établi explicitement : il n'a pas été prouvé de façon judiciaire que la Belgique ordonna directement l'assassinat. Les procès qui ont eu lieu n'ont pas instruit avec clarté la responsabilité de l'administration coloniale belge comme commanditaire. En outre, les juridictions belges, dans le premier procès, sous la tutelle coloniale, ont été jugées peu transparentes quant aux "commanditaires".

Le « procès» a eu lieu, mais… « bâclé » ! On a pu parler de procès inachevés ou de procès « bâclés » parce que plusieurs éléments n'ont jamais été clarifiés. Le premier procès, mené sous l'autorité belge, ne permit pas de mettre en cause la tutelle belge ni les hauts responsables administratifs belges. Ensuite, directement après l'indépendance, un nouveau procès « burundais » reprit les cas des principaux accusés : Jean-Baptiste Ntidendereza, Joseph Biroli, Antoine Nahimana, Iatrou et Ntakiyica furent jugés et pendus haut et court. Cependant, même dans ce procès, la question de la responsabilité belge restait en grande partie en arrière-plan, comme en filigrane, intouchable, non jugée formellement. Egalement, il convient de souligner que des témoins ont affirmé que

certains propos (comme ceux du résident Régnier) avaient encouragé ou facilité le complot, mais ces témoignages n'ont pas été pleinement explorés dans les procès officiels. Toute cette parodie, que viendra rappeler comme un rebelote le procès des assassins de Ndadaye quelque 30 ans plus tard. En tout état de cause, il faut retenir d'un prince Louis Rwagasore demeurant un héros national, un symbole de ce que le Burundi aurait pu être : indépendant, uni, socialement juste, démocratique. Son assassinat a créé un choc, un vide, et a ouvert la voie à des dérives politiques allant de la fragmentation, aux luttes de pouvoir en influence de groupes, jusqu'à la montée des tensions ethniques qui culmineront en un génocide une décennie plus tard. Comme signalé plus haut, la responsabilité de la Belgique, bien que fortement suspectée par des historiens, n'a pas été juridiquement ou politiquement pleinement assumée. Somme toute, on a l'impression que les procès ont été partiellement satisfaisants pour punir les exécutants, mais largement insuffisants et loin s'en faut pour élucider tous les mobiles, les commanditaires et l'étendue des interférences coloniales. Seules les conséquences sont connues : catastrophiques ! Quelques-unes suffiront ici.

Une nation brisée dans la partie moderne de sa continuité

La disparition de Rwagasore plonge le Burundi dans une période d'instabilité politique. Le pays, privé de son leader charismatique, a fortiori un prince de sang, se retrouve sans direction claire. D'ailleurs de ce forfait s'accroitront les tensions ethniques, exacerbées par des manipulations internes et externes, éclatent au grand jour. Les espoirs d'une nation unie et prospère s'effondrent, laissant place à des décennies de conflits et de violences. L'assassinat de Rwagasore symbolise la lutte entre modernité et conservatisme, entre indépendance et néocolonialisme. Il incarne la tragédie d'un pays qui, au lieu de s'épanouir, voit ses rêves écrasés sous le poids des intérêts étrangers et des divisions internes.

Sa vision politique / ses idéaux furent avortés dans l'œuf. D'abord l'indépendance politique. Rwagasore voulait que le Burundi accédât à l'indépendance sans condition, et que les Burundais aient le contrôle de leur destin. Ce fut fait, mais seulement sur papier ; les conséquences sont aujourd'hui connues (voir ma lettre indépendante au Président Neva en juillet dernier). Ensuite l'unité nationale au-delà des clivages ethniques et sociaux. Le prince cherchait à rassembler Hutu, Tutsi, Twa, Ganwa, chrétiens et musulmans etc. autour d'un sentiment commun de patrie. Il renforçait l'idée que l'ethnie (dont j'ai déjà dit ailleurs et en ce qui me concerne et j'amplifierai un jour-, que c'est un OSCANIPI : Objet Sociologique, Culturel, Anthropologique, et Imaginaire Politique Non Identifié) ne devait pas être l'axe principal de la politique. Rwagasore et Mirerekano, c'est aussi un projet de justice sociale, lutte contre féodalisme et colonialisme. Il dénonçait l'exploitation économique, les intermédiaires étrangers, le féodalisme local, les privilèges non justifiés, et cherchait une certaine autonomie économique. Et enfin, une politique étrangère non alignée. Nous sommes dans le sillage de Bandoeng, ne l'oublions pas. Il souhaitait que le Burundi ne soit pas dans la dépendance étroite et éternelle de l'ancienne puissance coloniale, qu'il y ait des relations équilibrées, voire de nouvelles alliances avec d'autres mouvements nationalistes africains.

Les conséquences à moyen et long terme sont aussi déjà archi connues.

D'abord un vide de leadership charismatique. Le Burundi a perdu un leader capable d'incarner l'unité nationale et de poser les bases d'une gouvernance stable. Référons-nous au discours du soir de la victoire de l'UPRONA en septembre 1961. Sans lui, les rivalités ethniques ou de clans ont pris plus de place. Difficile de refaire de la politique fiction, mais il y a des évidences qui sautent aux yeux. Ensuite la fragmentation de l'UPRONA. Le parti se fit diviser par des ambitions personnelles, querelles internes, les Batare vs Bezi (branches du clan Ganwa), et d'autres factions s'affirmèrent. Cela affaiblit terriblement et quasi irrémédiablement l'unité interne du parti qui allait présider aux destinées du pays pendant plus de quarante ans. Cela va sans dire de l'affaiblissement du pluralisme, et de la montée de l'autoritarisme. Les opposants furent ou sont toujours parfois éliminés ou marginalisés, les gouvernements devinrent plus centralisés, moins ouverts. Les effets de l'assassinat sur la trajectoire démocratique furent négatifs et le

reste pour encore un bout de temps ; dommageable pour un si petit pays autrement facile à gouverner et moderniser. Terminons par une mention de ce qui, aux yeux de certains, constitue la tare burundaise la plus mortifère : des tensions ethniques croissantes. Le remplacement graduel de la cohésion nationale par des clivages, d'abord politiques, puis ethniques, finit par provoquer des crises (celles des années 1965, puis plus tard).

D'autres idéaux non réalisés, avortés dans le berceau.

Après son assassinat, plusieurs des idéaux de Rwagasore n'ont pas été appliqués complètement, ou ont été déformés sinon réduits à néant. Non seulement la royauté multiséculaire fut sabordé quelque 5 ans après l'assassinat du prince, mais aussi fut mise à mal l'unité ethnique affaiblie. L'équilibre entre les composantes Hutu et Tutsi a commencé à se fissurer, avec l'émergence de tensions plus importantes vers les années. Le rêve d'un Burundi uni et sans discrimination ethnique a été largement compromis.

Que dire du développement économique ?

Limité, dépendance persistante, jusqu'à nos jours. Bien que l'indépendance politique ait été acquise, l'indépendance économique telle que rêvée (autonomie complète, commerce débarrassé de l'emprise coloniale, pouvoir économique pour tous) a été affaiblie par des sabotages, des intérêts étrangers persistants, et par la faiblesse des infrastructures. La centralisation du pouvoir et dérive autoritaire ont pignon sur rue. Après la mort du prince, fut entamée subrepticement celle de son parti, un UPRONA qui s'est fragmentée, tandis que certains de ses successeurs n'ont pas gardé la pratique d'un leadership inclusif. Le pouvoir politique s'est concentré, des élites (souvent Ganwa, ou Tutsi, ou proches du roi) ont pris le dessus. Les libertés politiques et le pluralisme ont été mis en danger dans certaines périodes. Une autre conséquence, l'absence de véritables ruptures dans les structures héritées du colonialisme. Les structures administratives, de propriété, de justice, de fiscalité, etc., bien que modifiées, sont restées souvent dans une forte continuité avec le passé colonial, ce qui a limité sensiblement les transformations profondes. Rwagasore souhaitait plus que l'indépendance formelle.

Peut-on conclure : L'héritage d'un martyr.

Plus de six décennies après son assassinat, l'héritage du prince Louis Rwagasore demeure vivant et vivace dans la mémoire collective du *peuple murundi*, comme il l'appelait affectueusement. Chaque 13 octobre, le pays commémore sa disparition, rappelant l'importance de son combat pour l'indépendance et l'unité nationale. Cependant, cet hommage devrait-il se limiter à une simple commémoration, un souvenir ? Il doit, et de façon effective i.e. traduite dans les faits, être le catalyseur d'une réflexion profonde sur les leçons à tirer de son assassinat. Le Burundi doit cesser de croitre comme une mauvaise plante (*umwungu ubishe*, ou si l'on peut faire l'analogie une citrouille amère), mais saisir un *momentum* comme celui-ci, s'interroger sur les forces qui ont conduit à la disparition de son leader et sur les mécanismes qui ont permis à ces forces d'agir en toute impunité. L'histoire de *Rwagasore* est celle d'un homme qui a sacrifié sa vie pour un idéal de justice et de liberté. Son assassinat est un appel à la vigilance, à la résistance contre les forces négatives de l'obscurantisme et à la construction d'une nation véritablement souveraine et unie. Ainsi, l'assassinat du Prince Louis Rwagasore ne doit pas être seulement un événement tragique du passé ; il est le miroir d'une histoire politique moderne marquée par la violence, les manipulations et les luttes intestines pour le pouvoir. Pour que sa mort ne soit pas vaine, le Burundi et surtout les dirigeants actuels, mieux que par le passé, doivent s'engager sur la voie de la réconciliation véritable et définitive, de la justice et de la construction d'un avenir commun, fidèle aux idéaux que portait le prince Louis Rwagasore. Le Burundi doit revendiquer jalousement de réhabiliter les symboles, les siens, ceux de son histoire, les noms des filles et fils qui l'ont bâti, et surtout ceux qui ont payé jusqu'au sacrifice suprême.